

Au Journal officiel du 2 au 8 mars 2019

11/03/2019

Au Journal officiel du 2 au 8 mars 2019

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 2 mars 2019 :

- Arrêté du 1er mars 2019 relatif à la **justification de la régularité du séjour d'un parent de nationalité étrangère d'un enfant né à Mayotte**

avec Décret n° 2019-153 du 1er mars 2019 relatif à l'**entrée en vigueur immédiate d'un arrêté** ;

- Arrêté du 11 février 2019 **établissant la liste des types de travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations éligibles au fonds de prévention des risques naturels majeurs, dans le cadre d'un programme d'action de prévention des inondations** ;
- Arrêté du 25 février 2019 fixant une **limite d'âge en application de l'article L. 7232-1 du Code du travail** . – *Abrogation de l'arrêté du 26 décembre 2011* ;
- Arrêté du 1er février 2019 pris en **application des dispositions de l'article 265 septies du Code des douanes** .

Au JO du 3 mars 2019 :

- Arrêté du 28 février 2019 relatif aux **contributions pour l'alimentation du fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages** . – *Modification du Code des assurances* ;
- Arrêté du 21 février 2019 modifiant l'arrêté du 27 avril 2018 relatif à l'**aide au retour et à la réinsertion** . – *Modification de l'arrêté du 27 avril 2018* ;
- Arrêté du 1er mars 2019 relatif à la **procédure de notification des projets de mobilité des étudiants prévue aux articles L. 313-7 et R. 313-7-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile** ;
- Arrêté du 1er mars 2019 relatif à la **procédure de notification des projets de mobilité des chercheurs et membres de famille prévue aux articles L. 313-20 et R. 313-54 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile** .

Au JO du 5 mars 2019 :

- LOI n° 2019-161 du 1er mars 2019 relative au **délai d'intervention du juge des libertés et de la détention en rétention administrative à Mayotte**. – **Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile** . – Ce texte entre en vigueur le 1er mars 2019 (cf. art. 3) ;
- Arrêté du 1er février 2019 pris en **application des dispositions de l'article 265 octies du Code des douanes** ;
- Arrêté du 19 février 2019 modifiant l'arrêté du 25 juin 2008 pris pour l'**application des dispositions du a du 3 de l'article 265 bis du Code des douanes relatif aux produits énergétiques, mentionnés à l'article 265 du même code, qui sont destinés à être utilisés pour la production d'électricité, et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer pour les besoins du contrôle fiscal les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits** . – *Modification de l'arrêté du 25 juin 2008* ;
- Arrêté du 4 mars 2019 relatif aux **modalités de séjour des jeunes au pair prévues par l'article L. 313-9 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile** ;

- Arrêté du 26 février 2019 pris pour l'application de l'article D. 1431-19 du Code des transports et relatif au **certificat de conformité pour l'information sur la quantité de gaz à effet de serre émise à l'occasion d'une prestation de transport** .

Au JO du 6 mars 2019 :

- Décret n° 2019-162 du 5 mars 2019 relatif aux **conditions de nomination et d'exercice de la profession de greffier de tribunal de commerce** . – Modification du Code de commerce ;
- Arrêté du 27 février 2019 fixant les montants des **aides financières aux structures de l'insertion par l'activité économique, aux dispositifs d'insertion implantés en milieu pénitentiaire et à Mayotte** . – *Abrogation de l'arrêté du 5 février 2018* ;
- Arrêté du 15 février 2019 modifiant l'arrêté du 1er août 2012 relatif à **l'identification des carnivores domestiques et fixant les modalités de mise en œuvre du fichier national d'identification des carnivores domestiques** . – *Modification de l'arrêté du 1er août 2012*.

Au JO du 7 mars 2019 :

- Décret n° 2019-165 du 5 mars 2019 relatif au **système national de référence de coordonnées** . – *Modification du décret n° 2000-1276 du 26 décembre 2000* ;
- Décret n° 2019-166 du 5 mars 2019 relatif au **comité d'experts sur la gestion adaptative** . – *Modification du Code de l'environnement* ;
- Décret n° 2019-167 du 6 mars 2019 relatif aux **conditions de remboursement des frais occasionnés par les déplacements du président du tribunal de commerce ou du juge délégué par lui appelé à siéger au sein du tribunal de commerce spécialisé compétent** . – *Modification du Code de commerce* ;
- Décret n° 2019-169 du 6 mars 2019 fixant les **modalités de renouvellement partiel du collège de l'Autorité de la concurrence** . – *Modification du Code de commerce* ;
- Décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux **aires de grand passage** ;
- Arrêté du 1er mars 2019 pris pour **l'application de l'article 200 quater du Code général des impôts relatif au crédit d'impôt sur le revenu pour la transition énergétique** . – *Modification du Code général des impôts* ;
- Décision du 13 février 2019 portant **réforme du règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat** . – *Modification de la décision 12 juillet 2007* ;

Au JO du 8 mars 2019 :

- Arrêté du 25 février 2019 relatif aux **modalités de contrôle des canalisations électriques cheminant sur le domaine public ou susceptibles de présenter des risques pour les tiers** .

La Rédaction législation